



## INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES SOCIALES ET TERRITORIALES

Des enjeux interdépendants  
nécessitant une approche globale



Synthèse de la conférence du 11 mars 2016 à Dijon



# INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES SOCIALES ET TERRITORIALES

Il existe des liens très forts entre problématiques environnementales et inégalités sociales. D'une part, l'inégal accès aux ressources naturelles et l'inégale exposition aux risques environnementaux creusent l'écart entre les différentes catégories de populations au détriment des plus démunis. D'autre part, les inégalités sociales, de revenu et de représentation jouent un rôle certain dans nos crises écologiques. Alors que les inégalités se cumulent au sein des territoires et entre territoires, il devient urgent de comprendre les mécanismes qui lient les inégalités pour éviter les politiques strictement sectorielles et arriver à traiter les questions sociales et environnementales ensemble.

Ils ont fait l'ouverture de la conférence (extraits) .....	3
Les multiples facettes des inégalités .....	4
Les territoires au cœur de l'action .....	8
Le changement climatique, catalyseur d'inégalités .....	10
À (ré)écouter en ligne .....	12

Chaque année, l'agence organise une grande conférence sur un thème émergent, qui constitue un temps privilégié de partage de connaissances et de croisement d'expertises, ouvert à tous. L'objectif est de mettre en lumière et en perspective différentes approches et visions pour enrichir les points de vue et éclairer les choix.

Ce numéro de Repères est consacré à la conférence qui s'est déroulée le 11 mars 2016 à Dijon.

La journée était composée de messages introductifs, de conférences et de tables rondes.

Structuré à l'image de la conférence, ce numéro constitue une synthèse de la journée réalisée à partir des propos des intervenants.

Sur [www.alterrebourgognefranche-comte.org](http://www.alterrebourgognefranche-comte.org), retrouvez :

- l'intégralité des interventions dans les actes de la conférence,
- les biographies dans un document intitulé « À propos des intervenants »,
- de courtes vidéos.



# ILS ONT FAIT L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE... (EXTRAITS)

*Stéphane Wognarowski*

Conseiller régional délégué  
à l'Agenda 21 et à la  
biodiversité



*Florence Laubier*

Directrice adjointe,  
DREAL Bourgogne-  
Franche-Comté



*Blandine Aubert*

Directrice régionale,  
ADEME Bourgogne-  
Franche-Comté



" En Bourgogne-Franche-Comté comme ailleurs, les inégalités se sont creusées avec la crise. Aujourd'hui, plus de 350 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit environ 13 % de la population, contre près de 14 % en France métropolitaine.

Notre région connaît de réelles disparités sociales entre les territoires. Des inégalités liées à une diminution, voire à une disparition locale ou régionale, de richesses naturelles peuvent également exister entre des zones géographiques ; elles peuvent aussi être perçues dans un même espace géographique lorsqu'elles concernent, par exemple, l'accès à l'énergie ou à toute autre ressource naturelle. Alors, comment combattre ces inégalités ?

Ces dernières années, des réflexions et des initiatives ont émergé en Bourgogne-Franche-Comté comme la déclinaison dans l'ensemble des politiques régionales des objectifs climat-énergie, la prise en compte du concept de vulnérabilité énergétique (notamment dans le volet Habitat du Schéma régional d'aménagement du territoire) ou encore à travers l'élaboration d'une Stratégie régionale pour la biodiversité.

La lutte contre les inégalités constitue également l'un des enjeux de l'Agenda 21, qui favorise une approche globale des politiques publiques. Cette lutte est une priorité pour le Conseil régional. La Présidente l'a clairement annoncé lors de son discours d'investiture. Elle fonde son action sur quatre valeurs cardinales : l'éthique, le progrès, l'écologie et la solidarité. Solidarité avec les plus fragiles qui doivent être protégés des mutations imposées par le marché, solidarité avec les territoires les plus vulnérables qui requièrent une politique volontariste d'aménagement pour réduire les inégalités et solidarité par le renforcement des liens qui nous unissent et sans lesquels nous ne pouvons envisager d'avenir durable. "

" Nous percevons les interactions entre les différentes inégalités sous la forme de signaux faibles qui méritent d'être approfondis pour mieux comprendre les mécanismes dans leur globalité et mieux agir. Dans le domaine du logement, nous constatons un cumul des inégalités. Les ménages les plus modestes sont les plus représentés dans l'habitat indigne, se trouvant surexposés d'un point de vue sanitaire. Souvent logés en périphérie des grands axes routiers ou de sites industriels, ils sont exposés à la pollution. Ils sont par ailleurs confrontés à la précarité énergétique, car la charge du chauffage pèse d'autant plus que les revenus sont modestes. Enfin, ils sont « captifs » d'un logement n'ayant plus beaucoup de valeur. Pour sortir de cette spirale inégalitaire, l'État en région soutient le logement social en délivrant 2 000 agréments et la rénovation énergétique de 4 000 à 5 000 logements par an à travers l'action de l'Agence nationale de l'habitat.

La mobilité constitue l'autre volet de la précarité énergétique, dans un contexte où le prix du carburant augmentera dans les années à venir. Or les ménages à revenus modestes doivent souvent se loger loin des bassins d'emploi, se trouvant dépendants de leur véhicule. Des solutions existent : des collectivités mettent en place des navettes ou des systèmes de prêt de véhicules pour les jeunes salariés ou les personnes en recherche d'emploi. L'État et la Région soutiennent également la rénovation de certaines voies ferrées qui sont des moyens de transport essentiels pour certaines populations.

Dans le domaine de la santé, le rôle des inégalités sociales et territoriales est désormais connu. Le Plan régional santé environnement, qui sera élaboré cette année, vise précisément à intégrer ces facteurs et à y apporter une réponse. Tous ces exemples montrent que nous pouvons agir dans le bon sens, mais avons besoin d'éclairages et de méthodes pour faire mieux, et inverser cette spirale négative en autant de synergies positives. "

" Les inégalités environnementales, sociales et territoriales sont liées, on le voit bien dans le travail interne d'analyse que nous venons de mener dans le cadre du rapprochement des deux régions. Ainsi par exemple, en Bourgogne-Franche-Comté, la précarité énergétique atteint 34 % de la population pour une moyenne nationale de 22 %. Elle est certes liée à notre climat, mais également à notre caractéristique rurale qui induit une dépendance à la voiture et des habitats souvent individuels donc plus énergivores. Cette précarité se cumule avec des problématiques sociales et culturelles qui renforcent les difficultés.

Notre région se distingue par ailleurs par son excellence dans le domaine agricole et agroalimentaire. Ce formidable atout ne devrait-il pas nous inciter à trouver des solutions pour lutter contre la « malbouffe » qui concerne tout particulièrement les publics modestes ? Cette mauvaise alimentation est autant source de problèmes de santé publique que de bilans carbone désastreux.

Nous avons probablement tous à cœur d'œuvrer au quotidien pour réussir la transition énergétique et le développement de l'économie circulaire. Ces évolutions nécessitent une transformation de notre modèle de société afin de le rendre sobre en énergie et en matière, et créateur d'activité. Or ce changement ne sera possible que si nous parvenons à réduire les inégalités et à replacer l'homme au cœur de notre projet.

Des politiques publiques sont aujourd'hui nombreuses à œuvrer dans ce sens. Nous devons néanmoins aller plus loin et travailler sur l'accompagnement au changement des comportements. Au-delà des politiques publiques nationales et régionales, il me semble important de toucher les citoyens au plus près de leur quotidien, dans une approche intégrée. Le travail transversal avec les territoires doit constituer un levier de création d'activité, de changement social et d'implication des citoyens, lesquels doivent demeurer acteurs du projet de société. "



# LES MULTIPLES FACETTES DES INÉGALITÉS

En France, malgré un fort désir partagé de justice sociale, les inégalités se creusent. Au niveau mondial, l'ampleur des inégalités risque de rendre le monde invivable. Les crises écologiques contemporaines ont fait émerger une nouvelle catégorie d'inégalités sociales - les inégalités environnementales - qui ont une dimension territoriale très marquée.

Ces propos sont issus de l'intervention de :

*Patrick Savidan*

Professeur de philosophie politique et président de l'Observatoire des inégalités



## Un désir de justice sociale mais des inégalités croissantes

Nombreux sont ceux qui considèrent qu'une partie des difficultés rencontrées face aux inégalités tient à notre manque de connaissance sur le sujet. Mais si la connaissance s'avère une condition nécessaire pour résoudre le problème, est-elle pour autant suffisante ? Le désir très fort de justice sociale dans notre société se traduit par un consensus massif (de l'ordre de 70 à 80 %, d'après les études) sur l'objectif visé : une société comprenant peu de pauvres, peu de riches et une classe moyenne très importante. Mais allons-nous, à partir de la connaissance que nous avons accumulée, agir collectivement en tant que société, conformément à notre désir de voir la situation s'orienter dans une perspective de justice sociale ?

Aujourd'hui, nous pouvons faire le constat que jamais le désir de justice sociale n'a été aussi homogène et puissant, et pourtant, jamais les inégalités ne se sont creusées de manière aussi nette. Cet écart relève de « la faiblesse de la volonté » : malgré une volonté commune de progresser sur des questions sociales et environnementales, et une connaissance suffisante sur le sujet, nous choisissons de continuer à entretenir les inégalités. Le fait de chercher à déroger à la carte scolaire illustre bien cette tendance. La faiblesse de la volonté n'est pas une preuve d'inconséquence, ni d'irresponsabilité ou d'irrationalité, ni d'immoralité. Les individus qui font ce choix le font pour des raisons morales.

## Une solidarité qui évolue dans ses différentes formes

Selon moi, les facteurs permettant d'expliquer ce phénomène tiennent en partie à une défaillance du système politique ou, en tout cas, à la perception, par le public, d'une telle défaillance. En effet, la réussite du dispositif public de solidarité suppose que le système politique bénéficie de la confiance des individus en sa capacité à utiliser de manière adéquate les ressources qui lui sont confiées. Dans le cas contraire, les individus ont tendance à réorienter ou réorganiser leur rapport à la solidarité. Parallèlement, les Français sont très attachés à l'idée d'un État social qui a joué par le passé de manière extrêmement forte un rôle protecteur et stabilisateur. Paradoxalement, on observe aujourd'hui de façon significative un désengagement des Français vis-à-vis des systèmes publics de protection sociale : dans la mesure où « j'ai » le sentiment que l'État ne joue plus le rôle attendu, « je » reprends en main les clés de la solidarité.

Cette situation ne signifie pas que nous sommes immoraux et que nous avons choisi l'inégalité par égoïsme. Les Français sont solidaires, mais différentes formes de solidarité entrent désormais en conflit. Nous avons le sentiment de ne pas être en mesure d'assumer la solidarité que nous devons à nos proches sans nous désengager de la solidarité publique. D'où la diminution de l'adhésion au système des aides familiales. De plus en plus de Français jugent trop importante la part du budget de l'État accordée à la protection sociale ou estiment que le RSA ne doit pas être augmenté. La confiance en l'État a donc un impact sur la manière dont les individus configurent leur rapport à la solidarité, elle influe sur la privatisation des mécanismes de solidarité.

En parallèle, les individus, même les plus protégés, éprouvent un fort sentiment d'insécurité (matérielle et financière) et de précarité. Ils cherchent à garantir pour eux-mêmes et pour leurs proches cette sécurité qui consiste à maîtriser son lendemain. Or la plupart des Français estiment que jouer le jeu de la coopération, quand tout le monde joue le jeu de la compétition, induit trop de risques. Par conséquent, moi aussi comme les autres, « j'ai » tendance à penser que « je » dois m'approprier la sécurité tel un bien privé, tant que le système ne me montre pas qu'il est orienté dans la bonne direction. Or la sécurité ne peut relever d'un bien privé. Elle ne peut croître ou diminuer qu'à l'échelle collective.



**Voulons-nous vraiment l'égalité ?** Patrick Savidan.  
Éditions Albin Michel, 2015



Retrouvez l'intégralité de ces interventions sur notre site Internet :  
[www.alterrebourgoigne.franchecomte.org](http://www.alterrebourgoigne.franchecomte.org)

# Moins d'inégalités pour un monde vivable

## Les inégalités entre pays, composante majeure des inégalités

Les inégalités mondiales atteignent une telle ampleur qu'elles risquent de rendre le monde invivable. Il convient donc de réduire ces inégalités, non pas par pure charité, ni même au regard d'une justice élémentaire, mais simplement pour préserver notre planète et la possibilité d'y vivre ensemble. Les inégalités mondiales sont connues et difficilement justifiables. Les chiffres sont parfois spectaculaires. L'espérance de vie varie du simple au double selon le pays dans lequel on naît. 1,4 milliard de personnes gagnent 1,25 euro par jour, soit l'équivalent (international) du seuil de pauvreté. En France, le seuil de pauvreté est 26 fois supérieur à ce montant. De ce point de vue, la France ne compterait pas de personnes pauvres. Cette contradiction met en évidence les inégalités entre les pays, lesquelles constituent la composante dominante de l'ensemble des inégalités.

Aujourd'hui, environ 60 % du revenu individuel dépend du pays dans lequel on naît et 20 % dépend du milieu social d'origine. Ce qui signifie que 80 % de notre fortune échappe entièrement à notre responsabilité. Les inégalités mondiales constituent une injustice dans la mesure où l'on ne choisit pas le pays dans lequel on naît. Or ce facteur détermine très largement le sort d'un individu. Certains économistes évoquent à ce titre une « prime à la naissance ».

Quelle est la responsabilité des pays pauvres ? Quelle est celle des pays riches ? Les pratiques et les politiques des pays riches, dont la France, ont accentué les difficultés des pays pauvres. Une part de notre richesse s'explique par notre relation commerciale avec ces pays. Nous savons, par exemple, que, sans les subventions versées aux producteurs locaux, le coton américain coûterait 2,5 fois plus cher que le cours mondial. Les filières de production africaines atteindraient ainsi l'équilibre économique. La façon dont nous organisons le commerce, les échanges et les politiques influe donc sur les inégalités.

Au niveau de la planète, les inégalités sont connues de tous, y compris des pauvres. La globalisation et la diffusion de l'information changent les références à partir desquelles on se juge relativement pauvre. Nous devons en conséquence nous attendre à des mouvements migratoires croissants, les habitants des pays les plus pauvres pouvant chercher à améliorer leurs conditions de vie en migrant afin de bénéficier de la « prime à la naissance » attachée à certains pays.

## Les inégalités peuvent déstabiliser l'économie

Longtemps, les économistes libéraux ont défendu les inégalités, dès lors que tout le monde a la possibilité d'améliorer sa condition et que s'exerce une concurrence « non faussée ». Elles découleraient d'une économie en bonne santé. L'« effet de ruissellement » était mis en avant, l'enrichissement des riches profitant également aux plus pauvres.

Aujourd'hui, ces thèses sont largement discutées, notamment par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, qui montre que les inégalités déstabilisent l'économie et la rendent moins efficace. Selon lui, elles ont joué un rôle dans la crise financière de 2008 et ont également participé à la perte de confiance dans l'idéal américain d'égalité des chances. Aujourd'hui, nous ne croyons plus que les inégalités favorisent la croissance, ni que la croissance soit essentielle et suffisante pour réduire celles-ci.

Les conséquences économiques des inégalités ont été largement étudiées par des économistes du développement. Dans le modèle « du pauvre vers le riche » décrit par Jean-Michel Severino, ancien directeur de l'Agence française de développement, les pays riches font fabriquer des produits dans les pays où le coût de la main d'œuvre est faible. Les producteurs sont ainsi mal payés et le marché intérieur ne peut se développer en raison de la priorité à l'exportation. Dans les pays riches, les consommateurs sont satisfaits de trouver des produits à bas coût, mais le chômage augmente du fait des délocalisations. Ce modèle du pauvre vers le riche, solidement ancré dans les inégalités entre pays, se révèle donc insoutenable.

## Un défi écologique à relever

Les inégalités entre pays accroissent les problèmes environnementaux. Elles augmentent la pression à la consommation pour tendre vers le modèle de vie des pays les plus riches, ce qui entretient une spirale sans fin de croissance économique, de destruction des ressources et de pollution. Avec la mondialisation, cette course en avant s'avèrerait ruineuse et insoutenable pour la planète. Les inégalités accentuent également les problèmes écologiques dans la mesure où elles induisent des rapports de force entre pays. Les pays riches ont le pouvoir de faire traiter leurs déchets par les pays pauvres. Or, dans un rapport plus égalitaire, ces derniers n'accepteraient pas cette situation, ni de brader à des firmes étrangères l'exploitation de leurs ressources.

Lors des négociations internationales, la gestion des biens communs, ou la gestion des ressources naturelles, se heurte à d'immenses difficultés. Désormais, les pays pauvres se sont organisés

Ces propos sont issus de l'intervention de :

*Marie Duru-Bellat*

Professeure à Sciences Po Paris, chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche sur l'éducation



*« Le plus important, au niveau local, c'est de prendre conscience du fait que ce que l'on fait chez nous peut avoir des conséquences ailleurs. »*



**Pour une planète équitable : l'urgence d'une justice globale.** Marie Duru-Bellat. Éditions Le Seuil, La République des idées, 2014

et mettent en avant ces écarts de richesse pour exhorter les plus riches à assumer leur responsabilité historique dans la dégradation de l'environnement et à considérer leurs intérêts.

### Quelques pistes pour lutter contre les inégalités

Parmi les pistes politiques susceptibles d'améliorer ce constat, la décroissance sélective, notion très complexe et taboue pour différentes raisons, pourra être envisagée. Différents moyens d'intervention existent par ailleurs. Même si de nombreuses personnes sont assez sceptiques quant aux possibilités d'action politique des grandes « machines internationales », certaines d'entre elles pourraient être amendées, comme le G20, en y augmentant la présence des pays les plus pauvres. La société civile doit aussi se montrer capable de faire pression, notamment sur des sujets de justice

fiscale. Certains think-tanks (laboratoires d'idées) et des organisations non gouvernementales (ONG) ont réussi à mettre ces questions sur la table. Le changement ne sera possible que si les individus se mobilisent.

L'information doit aussi être améliorée de manière à ce que chacun comprenne les racines sociales et économiques de la pauvreté, ce qui pourrait accentuer le soutien aux politiques de redistribution. Un travail d'éducation doit être mené à différents niveaux. Il faut prendre conscience de la situation d'interdépendance qui existe au niveau de la planète, et apprendre que ce que l'on fait ici a des conséquences ailleurs. Les interdépendances devraient être expliquées afin que les individus connaissent mieux les effets de leurs actions quotidiennes. Ceci est valable au niveau local, notamment dans les consommations quotidiennes, mais aussi au niveau européen ou mondial à travers les politiques mises en place.

## Inégalités environnementales et bien-être territorial en France

Ces propos sont issus de l'intervention de :

**Éloi Laurent**

Économiste au Centre de recherche en économie de Sciences Po, enseignant à Sciences Po et à l'Université de Stanford



Les crises écologiques concernent à la fois notre planète et notre vie quotidienne. Elles s'inscrivent dans le cadre de ce que j'ai nommé « l'approche social-écologique » qui montre que les inégalités sociales nourrissent les crises écologiques et, qu'en retour, les crises écologiques aggravent les inégalités sociales.

Les inégalités environnementales se traduisent par une injustice sociale dès lors que le bien-être et les capacités d'une population particulière sont affectés de manière disproportionnée par ses conditions environnementales d'existence, même si ces dernières résultent d'un choix. Les conditions environnementales d'existence désignent, de manière positive, l'accès aux aménités (espaces verts) et aux ressources naturelles (énergie, eau, alimentation), et, de manière négative, l'exposition aux risques et aux nuisances environnementales (pollution atmosphérique, des sols, de l'air intérieur). L'inégale répartition de la qualité de l'environnement entre les individus et les groupes peut entraîner des inégalités environnementales. Celles-ci peuvent en outre découler des effets distributifs des politiques environnementales. Par exemple, des politiques fiscales et réglementaires auront un effet inégal selon la position des individus dans l'échelle des revenus et/ou dans l'espace social. Ainsi, une fiscalité sur l'énergie visant à atténuer le changement climatique aura un impact beaucoup plus important sur les catégories sociales les plus modestes que les plus aisées. Ne pas prendre en compte cet aspect contribuera à alimenter les inégalités. Enfin, les inégalités environnementales résultent aussi de l'inégale participation des individus aux politiques publiques. L'accès à la définition des politiques environnementales dépend du statut social et politique : il est beaucoup plus facile d'installer un incinérateur extrêmement polluant

en Seine-Saint-Denis par exemple qu'au milieu du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, du fait de cet inégal accès à la « fabrication » des politiques publiques.

Il faut distinguer les vecteurs d'inégalité des critères d'inégalité. Les vecteurs d'inégalité peuvent par exemple être liés à la pollution. La pollution intérieure cause la mort de millions de personnes dans le monde en développement (usage de fours défectueux et de combustibles solides pour cuisiner). La pollution extérieure, à travers l'exposition aux particules fines, condamne 40 000 personnes par an en France. La pollution peut aussi être liée au milieu de vie, de travail ou de loisir : le bruit contribue aux maladies cardio-vasculaires et tue ainsi indirectement des dizaines de milliers de personnes en Europe ; les pollutions chimiques, avec notamment les perturbateurs endocriniens, augmentent en France. L'INSEE vient par ailleurs de publier une étude démontrant que l'écart d'espérance de vie s'accroît entre les cadres et les ouvriers et atteint à ce jour six ans.

Autres vecteurs d'inégalité, l'inégal accès aux ressources naturelles, notamment dans le domaine de l'énergie et de l'alimentation - avec l'accès aux produits frais qui constitue un enjeu social majeur -, et l'exposition aux risques dits « naturels », qui résultent le plus souvent de l'action de l'homme, et dont l'impact est tout sauf naturel.

Les critères d'inégalité, eux, varient en fonction de différents éléments, comme l'âge : lors de la canicule de 2003, 90 % des victimes étaient âgées de plus de 65 ans ; le niveau socio-économique : le fait d'habiter au rez-de-chaussée, dans le cas d'une inondation, ou sous les toits, dans le cas d'une canicule, augmente la vulnérabilité face à ces phénomènes ; la qualité du logement : la pollution de l'air intérieur frappe les plus pauvres en raison de l'insalubrité ; le quartier dans lequel on vit : des études montrent que les enfants des familles modestes de Marseille ou de Lille sont plus exposés que les autres à la pollution aux particules fines et donc à des conséquences sociales durables ; le territoire : les zones côtières sont exposées au risque accru de tempêtes et les zones urbaines à celui de canicules.

*« Les crises écologiques ne relèvent pas seulement des sciences dures, elles doivent être pensées comme des questions sociales. Certes, les spécialistes du climat nous renseignent sur le changement climatique en cours, mais ce sont les sciences sociales qui nous permettront de sortir de cette crise. »*



Dans le sud-est, la fréquence et l'intensité des inondations se sont renforcées du fait du changement climatique d'une part, et de l'urbanisation d'autre part. L'impact s'est réparti sur les individus en fonction de leur position sociale et géographique, et de leur faculté ou non de résilience grâce à des mécanismes d'assurance et à des liens sociaux. C'est ainsi qu'un risque naturel se transforme en une problématique social-écologique. La superposition de la carte présentant l'exposition au risque climatique et de la carte montrant la répartition du nombre de personnes isolées de plus de 65 ans en France, aboutit à la carte du risque social-écologique en France dans le cas d'une canicule, laquelle doit servir de base à la construction des futures politiques publiques en la matière.

Les politiques territoriales doivent être (re)construites au vu de l'enjeu de l'égalité des territoires (économique, sociale et environnementale), en considérant que ces derniers constituent des vecteurs ou des entraves par rapport à la capacité des habitants. Nous devons construire une résilience territoriale. Un des moyens d'y parvenir serait la création d'un centre d'analyse et de prévention des inégalités environnementales rassemblant les compétences et les savoirs en matière de santé et de justice environnementale, pour que ces savoirs soient mis à disposition des citoyens et des territoires.



Retrouvez l'intégralité de ces interventions sur notre site Internet : [www.alterrebourgognefranchecomte.org](http://www.alterrebourgognefranchecomte.org)



Le projet de recherche Equit'Area vise à explorer la contribution de certaines pollutions et nuisances environnementales aux importantes inégalités sociales de santé qui existent en France et qui ont eu tendance à croître au cours de la dernière décennie.

En savoir plus : [www.equitarea.org](http://www.equitarea.org)

- **La justice environnementale** consiste à repérer, mesurer et corriger les inégalités environnementales qui se traduisent par des injustices sociales. Elle suppose l'adoption d'un arsenal efficace de politiques publiques aux niveaux national et territorial, incluant des moyens de recherche conséquents. Cette tendance s'esquisse en France, mais de manière encore timide. Elle imbrique l'impact important des déterminants sociaux sur la santé et l'interaction de ces déterminants sociaux avec les déterminants environnementaux. De plus en plus de grands programmes de recherche aux niveaux national et international montrent l'influence des conditions sociales et environnementales sur la santé, ainsi que l'inégale répartition des conditions environnementales.
- **Disparités** : différences quantitatives dans les domaines économiques, sociaux ou culturels.
- **Inégalités** : disparités (ou différences) perçues ou vécues comme des injustices, c'est-à-dire comme n'assurant pas les mêmes chances à chacun.

Définition



## Le rapport de l'Observatoire des territoires 2014

Les territoires français sont divers et présentent des disparités marquées dans les domaines économique, démographique, social et environnemental, qui peuvent être liées à des structures profondes et historiques. Ainsi, le degré de peuplement des espaces, le lien à la ville et la présence ou non d'un tissu productif, tel que l'emploi ou les entreprises, conditionnent le niveau des inégalités. Certains territoires sont porteurs d'enjeux spécifiques, comme les territoires littoraux ou de montagne, ou encore les espaces frontaliers. Les disparités sont aussi liées à des modes de vie et à des pratiques culturelles propres à chaque territoire.

Ces disparités territoriales évoluent dans le temps : elles sont en recul sur le long terme sur le plan économique. Cependant, depuis la crise de 2008, les écarts se creusent, non seulement entre les territoires mais également entre les individus. Les disparités s'accroissent notamment dans les domaines social et environnemental. Depuis le milieu des années 1970, les zones périurbaines deviennent plus denses : les temps de trajets domicile-travail s'allongent, ce qui se traduit par une vulnérabilité énergétique accrue des populations résidant loin des pôles urbains.

Toutefois, des dynamiques atténuent ou contrebalancent les disparités territoriales. Des modèles alternatifs au

développement métropolitain émergent, en lien avec l'attractivité résidentielle ou touristique comme l'Ouest ou le Sud de la France, par exemple. Les liens entre les territoires (trajets domicile-travail, relations entre sièges sociaux et établissements, entre résidence secondaire et résidence principale des ménages) révèlent leurs complémentarités tant sur le plan économique que fonctionnel. Les acteurs publics et les citoyens contribuent à la création d'un équilibre entre et dans les territoires, en adoptant des mesures de préservation de l'environnement ou en développant les canaux de diffusion des services au public dans les espaces qui en sont dépourvus.

Le rapport de l'Observatoire a été présenté par :

**Benôt De Lapasse**

Responsable du Bureau de l'observation des territoires au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)



Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). **Qualité de vie, habitants, territoires.** Rapport de l'Observatoire des territoires 2014. Mai 2015

Téléchargeable sur le site de l'Observatoire : <http://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr/a-propos/rapport>



# LES TERRITOIRES AU CŒUR DE L'ACTION

De plus en plus de collectivités animent des démarches d'observation de leurs territoires et de leurs populations. Leur but est d'orienter les politiques publiques et les actions qu'elles mettent en place, en cohérence avec les objectifs d'équité qui sont les leurs. L'utilisation d'indicateurs appropriés est nécessaire pour rendre compte de la complexité et de l'interdépendance de ces différentes inégalités, puis pour y apporter des réponses transversales. La mobilisation de la population aux côtés des institutions est nécessaire pour la réussite des politiques qui visent à réduire ces inégalités.

Ces propos sont issus de l'intervention de :

**François Rousseau**

Directeur de FR Consultants, cabinet spécialisé dans l'accompagnement de l'innovation sociale, fondateur et vice-président de la Société française de prospective



Les inégalités environnementales, sociales et territoriales sont qualifiées d'interdépendantes, mais dans le même temps, considérées en tant que phénomènes distincts. Il n'est pas certain par conséquent que nous allons nous appuyer sur le même type d'indicateurs pour rendre compte des différentes inégalités. Quand on caractérise les disparités entre territoires et à l'intérieur des territoires, on s'appuie beaucoup sur le critère de revenu des habitants. Or les indicateurs qu'on utilise sur cette base peinent à rendre compte de la complexité des inégalités environnementales, sociales et territoriales. Il convient mieux, dans ce but, d'utiliser des indicateurs territoriaux (taux d'équipement, moyens de transport, taille des logements), environnementaux (qualité de l'air, niveau de nuisance sonore) et sociaux. Ainsi, dans le rapport du Conseil économique, social et environnemental, il est proposé de recourir à des indicateurs de santé sociale. Ceux-ci nous renseigneront par exemple sur le niveau de solidarité territoriale, facteur extrêmement important dans la réduction des inégalités sociales.

## **Dans la mise en place de politiques publiques, n'est-il pas nécessaire de passer par une phase de co-construction ?**

Il est nécessaire d'agir de manière systémique et d'activer simultanément différents leviers. Les personnes qui vivent dans un territoire en constituent la première ressource. Un processus durable de réduction des inégalités environnementales,

sociales et territoriales ne peut être uniquement le fait d'institutions. Sa construction doit intégrer la population locale. Les individus doivent donc être motivés et mobilisés dans ce but. Compte tenu de l'interdépendance des problématiques, la mobilisation des habitants est devenue nécessaire afin de relever les immenses défis qui sont les nôtres, notamment celui de la réduction des inégalités. Nous sommes probablement face à un changement de civilisation qui nous amène à revoir les fondements de nos modes d'apprentissage et à développer notre capacité à agir sur des phénomènes complexes. La démarche participative constitue un apprentissage pratique de cette nouvelle gestion des territoires.

## **Retour d'expérience**

Lors d'un travail prospectif pour la ville du Kremlin-Bicêtre (92) sur la réforme des rythmes scolaires, nous avons établi que cette réforme ne renforcerait pas les inégalités sur le territoire à trois conditions : que la ville favorise l'accès de tous, d'un point de vue physique et financier, à des activités extrascolaires ; qu'en lien avec la communauté éducative, elle sensibilise les enfants aux pratiques culturelles ; et que de la même façon, elle sensibilise les parents à l'importance des loisirs extrascolaires. L'offre locale entre donc en ligne de compte dans la réduction des inégalités, mais aussi la manière dont cette offre est positionnée sur le territoire, la qualité de « ce qui se vit » à l'intérieur de cette offre, et les interactions auxquelles elle donne lieu.



Ces propos sont issus de l'intervention de :

**Sylvie Tartesse**

Économiste et statisticienne, directrice d'études au Compas (Centre d'observation et de mesure des politiques d'action sociale)

La Ville de Dijon a fait appel au Compas sur la problématique de l'éducation. Les services municipaux avaient l'impression que sur certains micro-territoires de Dijon, il y avait autant d'enfants fragiles sur le plan scolaire ou fragilisés par leur environnement que sur les quartiers relevant de la politique de la Ville, mais qui de fait, ne pouvaient pas bénéficier du Programme de réussite éducative\* (dispositif propre à la politique de la Ville).

Nous avons élaboré un indicateur de la vulnérabilité socio-éducative. Nous sommes partis du principe que la fragilité socio-éducative des enfants est le résultat de l'accumulation de plusieurs facteurs de risque pouvant aug-

menter leurs difficultés scolaires : phénomènes de reproduction sociale, retentissements de la pauvreté économique sur l'éducation des enfants, conditions de vie de la famille (surpeuplement du logement notamment). Nous avons établi que les risques provenaient de facteurs environnementaux et non des enfants eux-mêmes et que, par conséquent, des actions pouvaient remédier à cette situation. Cet indicateur a révélé des zones plus vulnérables dans la ville, dont certaines bénéficiaient déjà de politiques d'accompagnement spécifique pour les enfants en difficulté. À l'inverse, certaines zones identifiées « à risque » ne bénéficiaient d'aucun accompagnement. Tenant compte de ces observations, la Ville élabore actuellement un programme d'accompagnement personnalisé



des enfants, passant par l'instauration d'un réseau de partenaires sur ces zones. La démarche d'observation permet d'objectiver des ressentis, mais également de quantifier les risques. Elle constitue également un levier de mobilisation des partenaires et des financements. En ce sens, elle facilite le passage à l'action.

### Les politiques visant à diminuer les inégalités sont-elles coûteuses ?

Nous devons plutôt nous demander si nos politiques classiques de droit commun sont utilisées à bon escient pour réduire les inégalités. Par exemple, les seniors font partie des publics qui bénéficient le plus de réductions dans les transports, les établissements culturels... Or le revenu moyen des personnes âgées de 60 à 74 ans est parmi les plus élevés au regard des autres tranches d'âge. Il convient donc de remettre en question nos politiques.

En ce qui concerne les cantines scolaires, de nombreuses collectivités tarifient selon un quotient

basé sur le revenu. Pour les habitants, cela est vécu comme une forme de redistribution ou de solidarité entre les ménages. Selon les élus, elle se traduit par une participation plus forte de la collectivité en direction des familles précaires (et des quartiers qui regroupent davantage de familles précaires) qu'en direction des familles plus aisées (et des territoires qui regroupent davantage de familles aisées). Lorsqu'on territorialise les données sur les usages des services et leurs coûts, on se rend généralement compte que le coût moyen d'un enfant scolarisé n'est pas plus élevé pour la collectivité sur les quartiers dits fragiles, voire même moins élevé. Cette analyse, qui bouscule les représentations, doit entrer en compte dans le dialogue avec les élus et les citoyens.

\* Le Programme de réussite éducative du Grand Dijon a pour objectif de donner leur chance aux enfants et adolescents ne bénéficiant pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur développement harmonieux en mettant en place un accompagnement adapté à chaque situation familiale, avec des objectifs de résultats mesurés.

Le **Compas** accompagne les collectivités dans la mise en place de démarches d'observation des territoires, des populations et des inégalités, qui permettent d'aider les professionnels et les élus à comprendre les réalités sociales et de les aider à définir leurs politiques et leurs actions.



Ces propos sont issus de l'intervention de :

**Marie Duru-Bellat**

Professeure des Universités émérite à Sciences Po Paris, chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche sur l'éducation

### En quoi est-ce important de disposer d'indicateurs pour agir de manière ciblée plutôt que de déployer des politiques générales de réduction des inégalités ?

Dans les années 1960, nous pensions que le système éducatif garantissait les mêmes chances de réussite à tous les enfants. Mais des études ont prouvé que les capacités des enfants étaient loin d'être seules en cause dans l'échec scolaire. Le contexte dans lequel les enfants évoluent (professeurs, école, territoire...) infléchit considérablement cette réussite.

Or certains éléments de ce contexte ne dépendent pas des autorités locales, comme le profil des enseignants dans tel collège par exemple. Les professeurs les plus expérimentés ont en effet tendance à se détourner des établissements qui posent problème, par le biais d'un système de mutation très organisé et en partie indépendant des politiques locales. À cet égard, la qualité de l'enseignement échappe à ces politiques. L'offre locale est également constituée des actions et des ressources de la commune (programmes spécifiques). Il s'agit là aussi d'un facteur d'inégalité, dans la mesure où les différentes communes mènent, dans ce domaine, des actions plus ou moins efficaces.

D'autres facteurs interviennent dans la réussite scolaire, tels que les effets de pair (les camarades). Les collectivités locales peuvent influencer sur ce facteur : les élèves sont parfois regroupés selon différents critères pour faciliter l'enseignement, plus aisé face à un groupe homogène, ou pour organiser au mieux les transports publics. Les collectivités locales ont le pouvoir de favoriser la mixité sociale dont le bénéfice est prouvé : les enfants s'entraident, et ceux qui n'en étaient pas convaincus comprennent mieux la nécessité de travailler à l'école. L'offre locale entre donc en compte dans la

réussite scolaire, ainsi qu'une multitude de facteurs humains qu'il convient de mobiliser de la même façon.

Les « effets de quartier » sont très étudiés actuellement en Amérique du Nord. Toutes les ressources présentes dans le quartier d'habitation sont observées, notamment la présence ou non d'adultes pour aider les enfants à trouver des repères ou leur servir de modèle. Toute l'organisation psychosociale du quartier intervient dans la réussite scolaire. La mixité dans les quartiers favorise l'instauration de ces repères. Un juste équilibre doit donc être trouvé entre communauté et mixité.

« Le fait d'observer ce qui se fait ailleurs permet de se remettre en question, de sortir de certaines impasses et de faire évoluer les choses. En ce sens, l'observation des politiques éducatives internationales a beaucoup enrichi nos politiques nationales. »



Retrouvez l'intégralité de ces interventions sur notre site Internet : [www.alterrebourgognefranchecomte.org](http://www.alterrebourgognefranchecomte.org)



# LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, CATALYSEUR D'INÉGALITÉS

Le changement climatique aura pour conséquence d'accroître les inégalités. Des territoires et des populations seront plus exposés que d'autres aux risques environnementaux et sanitaires. Afin de s'y préparer, des politiques d'atténuation et d'adaptation sont mises en place. Des initiatives de transition sont engagées notamment dans les domaines du logement et de la mobilité pour prévenir la précarité et renforcer la résilience des habitants.

Ces propos sont issus de l'intervention de :

**Stéphane La Branche**

Chercheur enseignant associé au Laboratoire CNRS Pacte, coordonnateur de la chaire Planète Énergie Climat, Science Po Grenoble, membre du GIEC



**Le changement climatique nécessite des actions d'adaptation et d'atténuation qui impacteront notamment le logement. Si une taxe venait à être instaurée sur les combustibles, les ménages modestes verraient leurs conditions de vie se dégrader du fait de l'augmentation des coûts du chauffage. Quel est votre point de vue ?**

Les personnes à revenu modeste ne peuvent investir dans des travaux d'isolation de leur logement, qui seraient pourtant très rentables à moyen terme. De même, les personnes les plus pauvres ne peuvent acheter un nouveau véhicule et continuent de rouler avec leur ancienne voiture, qui consomme beaucoup de carburant et pollue. L'appui aux plus précaires peut passer soit par un système d'aide directe, avec par exemple une prime à la casse pour les voitures, soit par des mesures d'aide semi-directe, en rénovant leur logement par exemple, ce qui revient à les aider de manière indirecte à payer leur chauffage.

Les bailleurs sociaux avec lesquels je travaille ont clairement établi le lien entre le changement climatique et les questions d'énergie et de précarité. Ils ont constaté une augmentation des impayés depuis quelques années. Ils savent en outre qu'en cas de canicule, les occupants préféreront investir dans une climatisation plutôt que de régler leur loyer. Aujourd'hui, les bailleurs sociaux réalisent des rénovations et construisent des logements

neufs de très bonne qualité thermique. Ils mettent également en place un accompagnement visant à former les habitants aux équipements et aux normes techniques liés à l'énergie, afin qu'ils maintiennent leur logement dans son état d'équilibre énergétique. Occasionnellement, certaines conditions de cet équilibre peuvent néanmoins entrer en conflit avec une représentation sociale du confort, par exemple.

**Comment les territoires peuvent-ils veiller à ne pas creuser les inégalités à travers les mesures qu'ils instaurent ?**

En France, l'atténuation est beaucoup plus avancée que l'adaptation. Les expériences d'adaptation concernent surtout les questions de l'eau et de la chaleur en milieu urbain. Parce que le béton emmagasine la chaleur la journée et la restitue durant la nuit, la végétalisation est une mesure efficace pour lutter contre ce phénomène en période de canicule. Elle favorise également la biodiversité, ainsi que le lien social. Il convient de mettre en place des mesures dans ce domaine, entre autres, notamment en direction des personnes les plus pauvres, donc les plus mal logées, qui seront particulièrement exposées aux effets du changement climatique alors qu'elles y contribuent le moins. L'aménagement territorial, c'est-à-dire la relation entre la ville et la campagne environnante, fait aussi l'objet de réflexions, mais qui ne sont pas encore suffisamment développées ni suivies d'actions à ce jour.

Ces propos sont issus de l'intervention de :

**Joël Spiroux de Vendômois**

Médecin, président du Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique (CRIIGEN)



**Pourquoi faut-il adapter une vision écosystémique de l'environnement ?**

L'environnement se décline en un environnement biologique - tout ce qui est vivant sur la planète -, un environnement chimique et physique, ainsi qu'un environnement socio-anthropologique. Ce dernier est fondamental, dans la mesure où les politiques publiques qui en relèvent infléchissent les autres environnements, dont les modifications, à leur tour, induisent des changements sociétaux. D'où la nécessité d'avoir une vision écosystémique de cet ensemble, pour comprendre les interrelations, les effets positifs, négatifs ou rétroactifs. Or nous avons tendance à séparer les choses en France. Par exemple, la politique d'isolation des maisons avec la première crise du pétrole a transformé

nos maisons en « bonbonnières étanches » et entraîné une augmentation de la pollution intérieure. Consécutivement, une nouvelle pathologie s'est développée chez l'enfant, la bronchiolite du nourrisson, avec un coût social et un coût humain importants.

**En quoi les dérèglements climatiques vont-ils accroître les risques sanitaires ?**

Prenons les risques de canicules fortement favorisés par le réchauffement climatique. La canicule de 2003 a coûté la vie à 14 000 personnes en France. Après cet épisode, j'ai écrit un article mettant en cause la responsabilité des industries chimiques. Explications : l'âge moyen de vie en bonne santé - sans avoir besoin d'un traitement médicamenteux chronique - s'établit à 60 ans pour les hommes et 63 ans pour les femmes. Après 60/63 ans, la moitié

de la population française suit un traitement au quotidien. Or les médicaments utilisés (anticholestérol, antihypertenseurs, antalgiques, anxiolytiques...) ont tous des effets délétères sur le foie et les reins (nos organes de détoxification) si leur concentration sanguine augmente au-dessus des normes thérapeutiques. En cas de déshydratation, la concentration s'élève dans le sang pour une même dose absorbée. Trois quarts des personnes sont ainsi mortes d'insuffisance hépatique ou rénale durant la canicule. Cette catastrophe démontre une faille dans le système de soins qui n'a pas l'habitude d'intégrer une vision systémique dans ses analyses et prises de position, cela entraînant un manque cruel de prévention.

Nous nous trouvons dans l'obligation d'anticiper nos futures conditions de vie. Les canicules entraîneront un réchauffement de l'eau et donc une multiplication des bactéries et des virus, ainsi qu'une concentration des produits chimiques toxiques du fait d'une évaporation accrue. Il en va de même pour l'alimentation, composée d'eau en grande partie. Les canicules mèneront donc à une augmentation des pathologies. Au-delà de ces aspects, l'augmentation des températures donnera lieu à des migrations de populations. Davantage de conflits éclateront du fait de l'augmentation de la

pression de sélection sur les sociétés, en lien avec le durcissement des conditions de survie environnementales. Parallèlement, de nouvelles pathologies surviendront, par adaptation des animaux, vecteurs de maladies bactériennes, virales ou parasitaires, à de nouveaux écosystèmes.

Les populations fragiles seront les plus touchées par les pathologies environnementales. L'image du funambule illustre bien le phénomène en jeu. Nous sommes des funambules qui marchons sur un câble, munis de balanciers de tailles différentes. Ceux qui bénéficient des meilleures conditions (financières, d'accès aux soins et à une alimentation de bonne qualité...) ont un balancier important. Ceux qui vivent dans des conditions très précaires ont un balancier de taille réduite entre les mains, peu propice au maintien en équilibre. Ils se trouveront gravement touchés par le moindre changement de l'environnement. Il existe donc de très grandes inégalités face aux changements environnementaux. Nous devons donc réfléchir et mettre en place les moyens nécessaires pour permettre à la population mondiale de s'adapter au mieux face au réchauffement climatique à venir. Dans ce cadre, l'attention que nous porterons aux populations les plus démunies sera fondamentale.

« Qu'est-ce que l'environnement ? À cette question, Einstein avait répondu : Tout ce qui n'est pas moi. »



**Laurent Fussien**, Directeur général des services et directeur du CCAS de la commune de Malaunay (76)

*La commune de Malaunay, située en périphérie de Rouen, induit notamment l'augmentation du coût résidentiel, en lien avec celle du coût de l'énergie. Quelles sont vos réponses pour emmener le territoire sur la voie de la transition ?*

La ville de Malaunay se situe dans la deuxième couronne de la métropole de Rouen. Elle compte 6 000 habitants. Beaucoup de personnes issues de la classe moyenne ont emménagé dans des pavillons individuels durant les années 70-80 pour échapper au coût excessif du foncier dans la ville centre et la première couronne. Or ces pavillons offrent de mauvaises performances thermiques. D'autre part, seulement 700 emplois sont localisés sur place pour 2 500 actifs. Les flux migratoires et la dépendance à la voiture sont donc importants. La ville n'est pas desservie par le réseau de transports en commun dits à haute qualité de service, de nombreux trajets sont donc effectués de manière individuelle.

Face à ces constats, des mesures visant à accompagner les habitants dans la transition en matière de mobilité et d'habitat ont été instaurées. Nous avons abordé ces enjeux sous l'angle à la fois social, économique et environnemental en essayant de penser systématiquement l'ensemble des politiques publiques à travers le prisme des enjeux énergétiques et climatiques. Nous avons, à l'image d'une centaine d'autres communes françaises, utilisé l'outil Cit'ergie mis à disposition par l'ADEME. Il s'agit



d'un dispositif d'amélioration continue de la politique Énergie-Climat, comprenant un plan d'actions et une stratégie relative au territoire, au patrimoine, à la production d'énergie, à la communication et à l'organisation interne. Cet outil s'intègre au cœur de tous nos process et nous permet de mesurer les enjeux et impacts de nos décisions.

Nous avons particulièrement mis l'accent sur la sobriété et l'efficacité du bâti. Les logements anciens représentent un enjeu majeur. L'essentiel de notre aide réside dans l'accompagnement des bailleurs publics et des habitants. Nous avons instauré un service d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie, pour lutter notamment contre la précarité énergétique. Le responsable du centre communal d'action sociale (CCAS) et l'ambassadeur de la transition énergétique, formés au préalable à la réalisation d'un diagnostic sociotechnique, se rendent dans les logements identifiés par le réseau d'alerte (constitué du Conseil départemental, de la CAF, des services sociaux des bailleurs, des fournisseurs). Un diagnostic de l'état du logement est réalisé en présence de l'habitant et un kit d'économie d'énergie est fourni.

Par la suite, nous partageons les informations récoltées avec le réseau d'alerte. Puis nous expliquons la situation et la démarche que nous préconisons à l'habitant. S'il accepte les travaux proposés, nous l'aidons à monter le dossier et proposons de l'accompagner dans le suivi des travaux. Si l'avance des frais aux artisans pose problème, le CCAS est en mesure, sous condition de ressources, de proposer des aides remboursables. Plusieurs partenaires peuvent aussi apporter une aide : la Région, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et le Département.

À l'horizon 2019, plus de la moitié de notre parc social, soit 350 logements, aura fait l'objet d'un traitement sur la performance énergétique au niveau du bâti (rénovation ou construction neuve). Ces mesures centrées sur la performance thermique des logements diminuent à la fois les besoins de chauffage l'hiver et ceux de climatisation en cas de fortes chaleurs l'été.

Témoignage



En Bourgogne-Franche-Comté, six communes ou intercommunalités sont labellisées Cit'ergie : la communauté d'agglomération Chalon - Val de Bourgogne, la communauté d'agglomération du Grand Besançon, la communauté urbaine du Grand Dijon, la commune de Besançon, la commune de Dijon et la commune de Delle. Pour plus d'informations sur ce label : [www.citergie.ademe.fr](http://www.citergie.ademe.fr)

# À (RÉ)ÉCOUTER EN LIGNE...

[www.alterrebourgognefranchecomte.org](http://www.alterrebourgognefranchecomte.org)



► Patrick Savidan

« Quand on réinterprète une différence comme une inégalité, c'est une manière de dire que, pour nous, c'est un objet de préoccupation sociale qui devrait être un objet de préoccupation politique. [...] On ne lutte pas contre les inégalités simplement par des politiques anti-inégalités. Il faut aussi jouer sur d'autres aspects de la vie collective. »



► Marie Duru-Bellat

« Il y a plusieurs raisons qui font que les inégalités représentent un défi écologique. D'abord parce qu'il y a le risque de la diffusion au niveau de la planète d'un certain standard qui serait le modèle de vie des pays les plus riches. Or on sait que si toute la planète adoptait le style de vie des Américains, il faudrait non pas une planète mais quatre ou cinq planètes. Mais il y a aussi le risque que tant que les pays sont très inégaux, on ne puisse pas se mettre d'accord pour résoudre le problème de la gestion de nos biens communs. »



► Éloi Laurent

« Les crises écologiques, qui sont essentiellement le changement climatique, la dégradation des écosystèmes et la destruction de la biodiversité ne sont pas seulement des questions naturelles ou des questions qui échapperaient aux logiques humaines. Ce sont des crises qui sont mises en mouvement par les comportements humains et ce sont des crises qui ont un impact sur les sociétés humaines. Il y a un enjeu social dans les crises écologiques. [...] Cela veut dire que le changement climatique va avoir un impact extrêmement lourd sur les sociétés humaines et que cet impact va être différencié socialement. »

## Bibliographie

- Marie Duru-Bellat. **Les inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes.** PUF, 2002
- Stéphane La Branche. **La méta-gouvernance climatique est-elle soluble dans le développement durable ?** In : Le changement climatique : du méta-risque à la méta-gouvernance. Lavoisier, 2011, pp. 181-205
- Marianne Chaumel et Stéphane La Branche. **Inégalités écologiques : vers quelle définition ?** Espace populations sociétés, 2008, URL : <http://eps.revues.org/2418>
- Éloi Laurent, Jacques Le Cacheux. **Un nouveau monde économique : mesurer le bien-être et la soutenabilité au XXI<sup>e</sup> siècle.** Odile Jacob, 2015
- François Rousseau. **L'apprentissage de la prospective : une question de prospective.** In : Actes du Futurcamp 2015. Société française de prospective, décembre 2015, pp. 5-9
- Patrick Savidan. **Repenser l'égalité des chances.** Hachette littérature, 2010
- Commissariat général au développement durable. **Le bien-être territorial en France : de la mesure à l'action, pour une société plus durable.** Actes du colloque du 20 février 2015. Études & documents, n° 137, janvier 2016
- Conseil économique, social et environnemental. **Inégalités environnementales et sociales : identifier les urgences et créer les dynamiques.** Pierrette Crosemarié, rapporteur. Janvier 2015
- François Dubet. **La préférence pour l'inégalité.** Éditions Le seuil, La République des idées, 2014
- Philippe J. Dubois, Pierre Lefèvre. **Un nouveau climat.** Éditions de la Martinière, 2003
- INERIS. **Les inégalités environnementales sur les territoires.** INERIS référence, octobre 2014
- Observatoire des inégalités. **Rapport sur les inégalités en France.** Juin 2015
- Observatoire français des conjonctures économiques. **Mesurer le bien-être et la soutenabilité.** Revue de l'OFCE, n° 145, février 2016
- Joseph E. Stiglitz. **La grande fracture : les sociétés inégalitaires et ce que nous pouvons faire pour les changer.** Les liens qui libèrent, 2015
- Richard Wilkinson, Kate Pickett. **Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous.** Les petits matins, 2013

## REMERCIEMENTS

Blandine Aubert (ADEME Bourgogne-Franche-Comté) ; Éloi Laurent (Centre de recherche en économie de Sciences Po) ; Stéphane La Branche (CNRS) ; Joël Spiroux de Vendômois (Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique CRIIGEN) ; Benoît de Lapasse (Commissariat général à l'égalité des territoires, CGET) ; Laurent Fussien (commune de Malaunay) ; Sylvie Tartesse (Compas) ; Stéphane Woynaroski (Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté) ; Florence Laubier (DREAL Bourgogne-Franche-Comté) ; Marie Duru-Bellat (Institut de recherche sur l'éducation) ; Pierre Lefèvre (journaliste indépendant) ; François Rousseau (FR Consultants) ; Patrick Savidan (Observatoire des inégalités)

Avec le concours financier de :



région **BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**



La reproduction des informations contenues dans REPÈRES est autorisée, à condition d'en mentionner la source et l'origine. Alterre demande à toute personne utilisant ou reproduisant ces informations dans un document de bien vouloir lui en adresser un exemplaire.

## repères

Périodique d'Alterre Bourgogne-Franche-Comté

La Bourdonnerie - 2 allée Pierre Lacroute

21000 Dijon

Tél. : 03 80 68 44 30

Courriel : [contact@alterrebfc.org](mailto:contact@alterrebfc.org)

Site Internet : [www.alterrebourgognefranchecomte.org](http://www.alterrebourgognefranchecomte.org)

Facebook : [www.facebook.com/AlterreBFC](https://www.facebook.com/AlterreBFC)

Twitter : @AlterreBFC

Directeur de la publication : Jean-Patrick Masson

Coordination : Valérie Trivier

Ont également collaboré : Nadège Austin, Christine

Coudurier, Fabienne Lapiche-Jaouen, Stéphanie

Marquet, Aurélien Trioux

Relectures : Aurélie Berbey, Jean-Philippe Harand et

Élisabeth Louis

Design graphique : 1 égal 2 - [www.1egal2.com](http://www.1egal2.com)

Couverture : Jérôme Derieux

Imprimé par Belvet-RGB

sur papier mix certifié PEFC

Dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 2016

ISSN : 1957-1798

